

13/

PRINTEMPS | 2022
TRIMESTRIEL



PB-PP
BELGIË(N) - BELGIQUE

Autre Terre

M A G A Z I N E

QUESTION
DU TRIMESTRE

Stop
aux fausses
solutions!

FOCUS
PARTENAIRE

Du vert
au féminin

YOUR FUTURE IS NO FUTURE
OUR DEATH FOR
AGROBUSINESS

AGENDA

Nouvelle date
pour notre
Brocante Terre

AUTRE TERRE
ET SON SERVICE
ÉDUCATION

3 personnes
animent et
organisent
des
événements

ECMS pour
«Éducation à
la Citoyenneté
Mondiale et
Solidaire»

Des
projets de
mobilisation
pour les
élèves et les
volontaires

En Belgique,
Autre Terre sensibilise et
mobilise la population
afin qu'elle agisse pour la
mise en place de systèmes
alimentaires durables
(SAD), d'une économie
sociale et solidaire (ESS)
et d'une citoyenneté
mondiale
et solidaire
(CMS).

CINZIA CARTA

Offre
pédagogique
pour le primaire,
secondaire,
supérieur et
extra-scolaire

Construire
un regard critique
sur les enjeux
mondiaux grâce
à la sensibilisation
du grand public

Participation à
des mobilisations
en soutien à
l'agriculture
paysanne

Rédaction de
ce magazine

Coordination Benoit Naveau, Alan Watterman **Comité de rédaction** Cinzia Carta, Soumia Echiheb, Eva Fernández Tendero, Amandine Lejeune, Benoit Naveau, Vincent Oury, Alan Watterman **Ont collaboré à ce numéro** Naomi Farris, Cassandra Volangé, Augustine Roppe **Photo de couverture** ReSAP **4^e de couverture** Eva Fernandez Tendero **Graphisme** www.marmelade.be **Impression** Kliëmo S.A. Imprimé à 2 600 exemplaires sur papier issu de forêts gérées durablement (FSC).

Dans un souci d'équité de genre, Autre Terre Magazine s'efforce d'utiliser une écriture privilégiant les tournures génériques, un langage épiciène et la féminisation des fonctions. Les supports visuels tendent à représenter paritairement les femmes et les hommes.

Autre Terre Magazine est une publication d'Autre Terre asbl. Des auteur·e·s d'horizons divers s'expriment sur des thèmes liés à l'économie sociale et solidaire. Les articles n'engagent que leurs auteur·e·s. Toute reproduction, même partielle, des textes et illustrations parus dans l'Autre Terre Magazine est encouragée, mais soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur et/ou des ayants droit au copyright.

Rédaction 4^e Avenue 45 – 4040 Herstal – Belgique

T +32 (0) 4 240 68 48 F +32 (0) 4 240 68 42 info@autreterre.org www.autreterre.org www.facebook.com/AutreTerre

N° de compte IBAN – BE53 0962 2 418 9653

Les opinions qui sont exprimées par notre organisation ne représentent pas nécessairement celles de l'État belge et n'engagent pas celui-ci.

Cette publication est soutenue par



Stop aux fausses solutions !



«Veuillez démontrer en quoi votre projet est pertinent.» Cette question est un must des dossiers de financement que nous sommes amenés à remplir. Elle tombe sous le sens : si le projet n'est pas pertinent ou s'il finit par produire des impacts contraires aux objectifs initiaux, autant abandonner tout de suite et passer à autre chose.

Cette question nous amène à prendre en compte un grand nombre de facteurs : étude précise du contexte, identification de possibles effets indésirables et, surtout, implication des personnes concernées. Nous tentons donc de nous assurer que les projets soutenus s'inscrivent bien dans nos valeurs de solidarité, de protection de l'environnement et d'autonomisation. Nous essayons ainsi d'éviter de nous lancer dans des «fausses bonnes idées».

Car des fausses solutions il en existe ! En effet, ne pouvant plus ignorer les catastrophes socio-environnementales, les responsables de celle-ci s'approprient des solutions, et les déforment, ou en inventent des nouvelles. Mais, pour elles et eux, il n'y a ni le besoin de savoir ce qu'en pensent les personnes concernées, ni le souhait de diminuer les inégalités, ni la recherche d'impacts concrets. Le plus important : garder leur position dominante.

A coup de lobbying et de greenwashing, ces fausses solutions arrivent ensuite à percoler dans notre esprit et celui de nos dirigeant-es.

C'est particulièrement vrai pour les systèmes alimentaires. Les rayons des supermarchés nous vendent du bio industriel ? Tant pis pour le prix juste des producteur-trices. Des semences hyper boostées pour éradiquer la faim dans le monde ? Prétex te pour vendre les pesticides qui vont avec.

Dans ce numéro, nous vous proposons de vous exercer avec nous à déceler les réelles alternatives des fausses solutions. 🍷

🍷 VINCENT OURY 🍷



Fausse solution ou vraie alternative? Faites le test!

On est d'accord: le monde ne tourne pas rond et les enjeux sont gigantesques. Heureusement des solutions existent et sont mêmes nombreuses sur le marché. Tellement nombreuses qu'on s'y perd parfois... Comment faire le tri?

Imaginez-vous dans un magasin des alternatives, vous passez de rayon en rayon à la recherche de solutions pour résoudre les enjeux agricoles. Quelles alternatives choisissez-vous? Quels sont vos critères? Cochez une réponse par question et découvrez ensuite votre profil!

1 ▶ Dans votre alternative, quels sont les acteurs en position dominante?

- Une fondation philanthropique [3 POINTS]
- Les paysan-nés [1 POINT]
- Une entreprises de production ou de commercialisation [3 POINTS]
- Les citoyen-nés [1 POINT]

2 ▶ Qui a accès à la solution?

- Seulement vous car vous avez déposé un brevet [3 POINTS]
- Vous le partagez autour de vous pour apprendre via les échanges avec les autres [1 POINT]
- Chacun-e qui est capable de vous payer suffisamment [2 POINTS]
- Les agriculteur-trices de votre pays [2 POINTS]

3 ▶ Quel est le rapport avec l'environnement? Il faut:

- S'affranchir des problèmes que nous impose la Nature [2 POINTS]
- S'inspirer des principes de la Nature [1 POINT]
- Aller au-delà des limites que nous impose la Nature [3 POINTS]
- En premier lieu connaître son environnement et prêter attention à la fertilité des sols [1 POINT]

4 ▶ Comment est la technologie utilisée?

- Facilement accessible à toutes et tous [1 POINT]
- High-tech car la technologie peut tout résoudre [2 POINTS]
- Résiliente pour surmonter les imprévus [1 POINT]
- Utilise des matériaux locaux [1 POINT]

5 ▶ Comment la solution attaque-t-elle le problème?

- Conséquences négatives par conséquences négatives [2 POINTS]
- Elle cherche les racines du problème et propose une proposition radicale [1 POINT]
- En recopiant ce qui a été réalisé ailleurs [2 POINTS]
- En prenant en compte les spécificités locales [1 POINT]

6 ▶ Qui profite le plus de la solution?

- Une entreprise semencière [3 POINTS]
- Les communautés locales [1 POINT]
- Des usines d'engrais [3 POINTS]
- Des supermarchés [3 POINTS]

7 ▶ Quels sont les impacts concrets?

- Peu importe, tant que l'argent rentre [3 POINTS]
- Positifs bien sûr! Il suffit de fermer les yeux sur les autres problèmes créés [3 POINTS]
- Ils sont dans votre vidéo de présentation: des acteurs avec des visages souriants, des beaux paysages verts retouchés à l'ordinateurs, des enfants jouant dans les champs, etc. [3 POINTS]
- Une plus-value sociétale et environnementale [1 POINT]

8 ▶ Un exemple de projet qui illustre ta conception de solution:

- La création de fausse viande et des plantes sous lampes LED [3 POINTS]
- L'agroécologie qui veut allier enjeux environnementaux et sociaux [1 POINT]
- La souveraineté alimentaire pour que tout le monde ait le pouvoir de produire ce qui est bon pour sa communauté [1 POINT]
- Des herbicides qui évitent de devoir labourer les mauvaises herbes par des tracteurs polluants [3 POINTS]



TU AS ENTRE 13 ET 20 POINTS

Vous êtes Beff Jezos ou Gill Bates. Vous arrivez très bien à dissimuler votre part de responsabilité dans les enjeux actuels en investissant dans des solutions... qui vous rendent avant tout plus puissant. C'est tout bénéf' : vous gagnez de l'argent tout en arrivant à faire croire que vous avez la solution optimale. Qu'importe les impacts collatéraux que celle-ci pourrait créer ou si les conséquences positives sont inexistantes, l'important c'est que le système continue à tourner comme il tourne. L'argent, vous l'avez et vous comptez bien le garder. Et ce n'est pas une poignée d'activistes radicaux qui vont vous faire changer d'avis. Tiens, d'ailleurs, vous allez certainement refermer ce magazine pour plutôt vous abonner au « Greenwashing en 10 leçons ».



TU AS ENTRE 9 ET 12 POINTS

Vous êtes attentifs à ce que vous chuchotent les lobby mais vous entendez également la colère et les innovations de la société civile. Vous essayez de ménager les différentes parties ; ce qui vous amène à avancer, reculer, aller à gauche et puis à droite. Il semblerait que vous êtes un peu perdu.e non ? Lisez la suite de ce numéro pour découvrir si vous préférez laisser les personnes concernées jouer un rôle clé ou si, finalement, votre impact importe peu tant que la publicité que vous pouvez faire autour de votre solution vous fait apparaître comme un acteur alternatif.

TU AS 8 POINTS

Vous possédez une réelle alternative qui veut changer en profondeur les causes des problèmes. Les acteurs qui ont le pouvoir en main sont les personnes concernées avant tout. Ainsi, ces dernières profitent réellement des conséquences socio-environnementales. Vous avez une solution endogène, low-tech, résiliente et respectueuse de l'environnement et des populations. Vous cherchez à relocaliser la production. Comme vous, Autre Terre veut mettre en œuvre de réelles solutions. Depuis des années, elle a fait le pari de l'agroécologie et de l'économie sociale et solidaire. Continuez à lire ce magazine pour en apprendre davantage. 📖



Pour aller plus loin

Partagez ce quiz dans sa version en ligne
Regardez le tableau qui a inspiré ce jeu sur notre
site internet, dans l'onglet publication



Neutralité Carbone ou Greenwashing?

La neutralité carbone est devenue LE terme à la mode pour parler de lutte contre le changement climatique. Or, derrière cette formule à l'apparence simple, se cachent de nombreux enjeux. Nous avons rencontré Brigitte Gloire¹ pour en parler.

Qu'est-ce que la neutralité carbone?

La neutralité carbone est une interprétation, par certains acteurs, de l'article 4 de l'Accord de Paris sur le climat qui fait référence à l'équilibre à atteindre entre les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'activité humaine et le retrait de ces gaz par l'être humain.

Mais en l'absence de définition claire, cette notion de « neutralité carbone » affaiblit l'objectif de véritables réductions pour atteindre zéro émissions et occulte la responsabilité des plus gros émetteurs. Au lieu de diminuer la pollution, elle ouvre la porte au commerce du droit de polluer car une entreprise n'est plus incitée à diminuer ses émissions de CO₂ mais plutôt à les compenser. Si toutes les entreprises adoptaient cette méthode, cela nécessiterait de larges quantités de terres pour planter des monocultures forestières. Cette nouvelle ruée sur les terres provoquerait des conflits fonciers, des exactions au niveau des droits humains, une insécurité alimentaire mondiale généralisée mais aussi des perturbations irréversibles des écosystèmes et de l'environnement planétaire.

1: Agronome de formation, spécialiste des enjeux du développement durable et membre du Conseil d'Administration de FIAN

Peut-on dire que la neutralité carbone est une forme de greenwashing?

Indirectement car certaines entreprises font ainsi croire qu'elles ont une politique ou des valeurs écoresponsables.

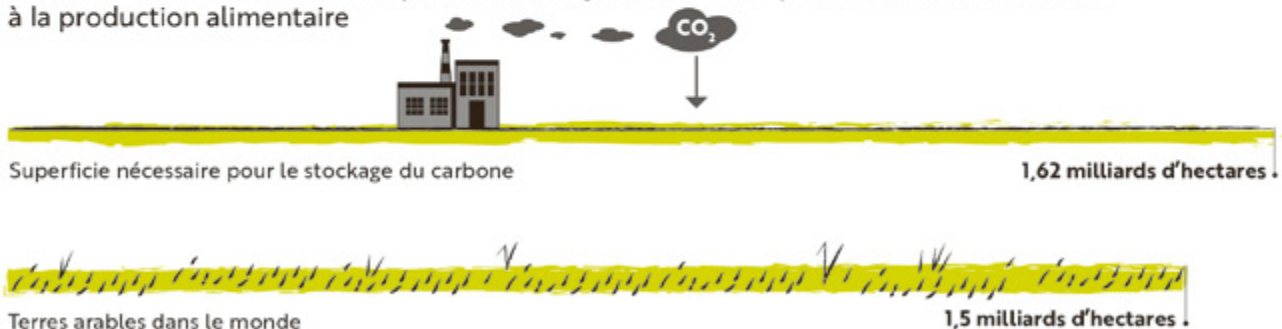
Globalement, beaucoup de multinationales disent qu'elles vont diminuer leurs émissions sans expliquer la façon pour y parvenir. Mais séquestrer les GES ne réduit pas les émissions. Ces séquestrations ne seront jamais permanentes et il n'y a pas assez de place sur Terre pour tout absorber.

Pouvons-nous avoir un impact à notre échelle?

Notre modèle économique reste encore trop largement basé sur le « laisser faire », la spéculation financière, le productivisme et la surconsommation. Mieux réguler et réajuster notre modèle économique non pas sur le profit mais en fonction d'objectifs sociaux dans les limites planétaires est donc incontournable. 🌿

🌿 INTERVIEW RÉALISÉE PAR AUGUSTINE ROPPE ET CASSANDRA VOLANGÉ 🌿

L'utilisation exclusive de terres pour le stockage du carbone* pourrait faire concurrence à la production alimentaire



* Boisement, reforestation et bioénergie avec capture et stockage du carbone

source: Oxfam international (2021) « Pas si net: les conséquences des objectifs climatiques « zéro émission nette » sur l'équité foncière et alimentaire »

La grande muraille verte, projet pharaonique ou véritable opportunité locale?

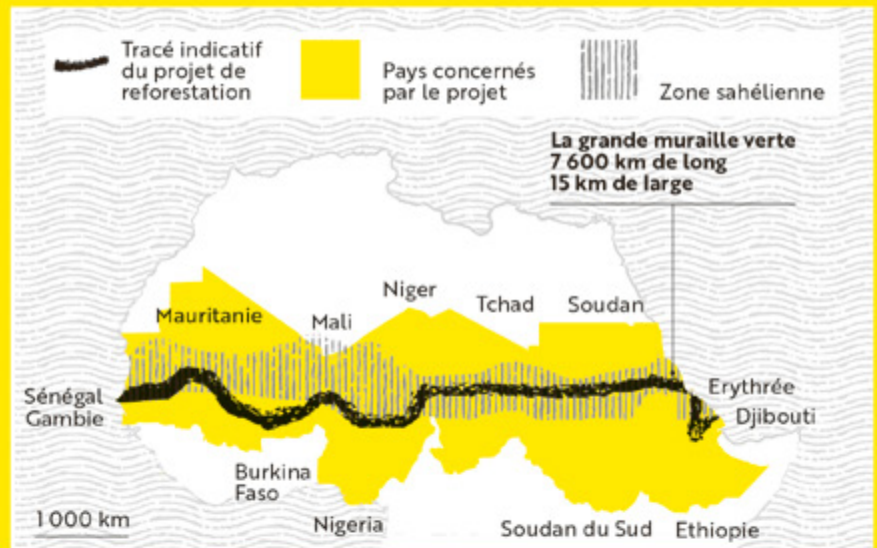
En réponse aux défis du changement climatique et de la désertification, l'Union Africaine a lancé en 2007 l'Initiative de la Grande Muraille Verte. Le projet veut reboiser 100 millions d'hectares à travers l'ensemble des pays du Sahel soit plus de 7500 km en partant du Sénégal jusqu'à Djibouti.

A terme, ce gigantesque projet pourrait améliorer la sécurité alimentaire, la biodiversité ainsi que la faune et la flore dans les 11 pays concernés. Les premiers apprentissages montrent que l'initiative a déjà contribué à créer, selon l'ONU, 335 000 emplois. C'est le cas particulièrement au Sénégal et en Ethiopie, qui sont les pays les plus avancés sur ce projet. On peut y constater un accroissement des emplois dans les domaines forestiers et un ralentissement de la désertification des terres.

La désertification est très largement la conséquence de l'activité humaine.

Malgré ces aspects positifs, le projet est affaibli par le manque de moyens humains et financiers. Tout d'abord, la corruption a capté une quantité importante des fonds, ce qui fait dire à de nombreux observateurs qu'il sert avant tout à enrichir les élites. Ensuite, les conflits armés au Sahel le relèguent en bas des priorités gouvernementales. Et, finalement, si on n'y prend pas garde, la Grande Muraille peut renforcer les tensions entre éleveurs et agriculteurs : dans un milieu de plus en plus densément peuplé, les sols ne changent pas d'attribution si aisément.

Bref, ce projet est à nuancer car son principal enjeu n'est pas le climat. En effet, la désertification est très largement la consé-



source : Agence Panafricaine de la Grande muraille verte

quence de l'activité humaine (pression démographique, agriculture intensive, coupe du bois, ...) et non de la pluviométrie (qui est en fait actuellement plus abondante qu'il y a 20 ans). Il s'agit donc avant tout d'un défi humain où l'implication des populations est essentielle. Ce sont elles qui doivent montrer la voie pour l'amélioration de leur milieu de vie dans le respect de leurs cultures et habitudes. Sensibiliser, mobiliser et associer environnement et économie n'a jamais été aussi crucial. ❧

❧ CASSANDRA VOLANGÉ ET AUGUSTINE ROPPE ❧



Pour aller plus loin: podcast d'Afrotropiques

« Au Sahel, on ne plante pas pour le climat, ni pour la compensation carbone. On plante pour protéger son champ de riz. »
<https://podtail.com/fr/podcast/afrotropiques/haidar-el-ali-l-ecologie-politique-et-populaire-su/>

Les nouveaux OGM, vraie ou fausse solution pour l'agriculture ?

Guy Kastler est un paysan retraité du Sud de la France, ancien producteur de vin et de fromage de brebis. Syndicaliste, un des initiateur du réseau « semences paysannes » et des faucheur volontaire, il suit encore aujourd'hui les dossiers semences et OGM pour la confédération paysanne française. Nous avons rencontré ce véritable passionné pour en apprendre plus sur les « nouveaux OGM ».

Des OGM bientôt non-identifiables ?

Les nouveaux OGM sont des organismes modifiés par de nouvelles techniques de mutagenèse, qui provoquent une mutation à un endroit précis du génome. Aujourd'hui, l'industrie agroalimentaire fait du lobbying pour que seuls les « vieux » OGM, issus de la transgénèse, soient considérés comme tels. Cette technique est plus ancienne et consiste à prélever un gène dans un organisme pour l'insérer dans un autre.

Enjeux juridiques et financiers

Aujourd'hui, l'industrie agro-alimentaire fait du lobbying pour que la réglementation européenne des OGM en matière de traçabilité ne s'applique pas aux nouveaux OGM. Cela leur permettrait notamment de ne pas devoir étiqueter les produits issus de cette technique comme des OGM et de les vendre plus facilement aux consommateurs.

Selon Guy, l'enjeu financier central de la commercialisation des nouveaux OGM est le dépôt de brevet. En cas de dérèglementation, les semenciers qui créent et commercialisent les OGM (comme Bayer ou Syngenta) ne seraient pas obligés d'indiquer la technique qui permet de les différencier des semences paysannes. Et comme, juridiquement, la portée d'un brevet sur une information génétique s'étend à tout organisme qui contient et exprime cette information génétique, les grosses multinationales pourraient finir par percevoir des royalties sur l'ensemble des semences existantes.

Les nouveaux OGM, fausse solution pour l'agriculture ?

Pour Guy, oui: « S'adapter au réchauffement climatique, au manque d'eau, c'est des promesses qu'ils ont déjà faites dans les années 90 avec les plantes transgéniques et qu'ils n'ont jamais réalisées. 90 % des plantes transgéniques sont des plantes pesticides, c'est-à-dire qu'elles tolèrent un herbicide ou qu'elles produisent un insecticide. Ils n'ont pas fait des plantes qui s'adaptent au changement climatique. Ils ne feront pas mieux avec les nouveaux. Il n'y a pas un gène qui permet de s'adapter à la sécheresse. C'est l'ensemble de la plante et son adaptation à l'endroit où elle est cultivée qui fait sa résilience. L'alternative est simple. La sélection paysanne se fait dans le champ où la plante sera cultivée pour qu'elle soit le mieux adaptée possible au climat, au sol, aux pratiques agricoles de l'endroit où on est. De plus, les paysans sélectionnent des plantes très diversifiées. Même à l'intérieur d'une même variété, il y a une diversité très importante. Dans l'industrie, c'est l'inverse, toutes les plantes sont identiques. S'il y a un problème, toute la récolte, tout le champ est perdu. »

Un combat perdu d'avance ?

Les organisations paysannes, environnementales et citoyennes ne se résignent pas ! Elles se coordonnent pour lancer des campagnes en direction du grand public, faire du plaidoyer auprès des élus ou tenter



des procès en justice. Les faucheurs volontaires ont également recours à la désobéissance civile depuis de nombreuses années.

Exemple de mobilisation

Sous la pression de l'agrobusiness, la commission européenne a fait une proposition de loi pour exempter les nouveaux OGM de la réglementation en vigueur. La coordination européenne des organisations paysannes de La Via Campesina et des organisations de la société civile (dont Autre Terre) ont publié une lettre ouverte qui demande au gouvernement, aux parlementaires et à la commission européenne de suspendre toute discussion sur la révision de la réglementation des OGM tant que la cours de justice de l'union européenne, qui doit garantir le respect du principe de précaution, ne s'est pas prononcée sur le sujet. ❧

❧ AMANDINE LEJEUNE ET NAOMI FARRIS ❧

Pour aller plus loin ...



Retrouvez l'article complet, ainsi que les anecdotes de Guy en version sonore, sur notre site internet, dans l'onglet publication.

Du vert au féminin!

Dans la région du Plateau Central et du Centre Nord au Burkina Faso, les habitantes et les habitants sont confrontés-es à de nombreuses problématiques. L'insécurité grandissante et, avec elle, le manque de ressources alimentaires sont de véritables bombes à retardement. Quel est rempart proposé face à ce triste constat? Notre partenaire local APIL (Action pour la Promotion des Initiatives Locales) a décidé de conjuguer sa solution au féminin!

En effet, dans la région de Kaya, les femmes sont responsables des coupes de bois qui fragilisent les terres déjà arides. Cependant, aucune alternative ne leur est proposée afin de changer cette pratique.

Dès lors, APIL a décidé de miser sur la formation de 300 femmes qui font parties de 6 associations locales ; car, nous le savons toutes et tous, l'émancipation passe par la réappropriation et la valorisation des savoirs.

APIL met en place un soutien à l'entrepreneuriat féminin.

Notre partenaire va ainsi mettre en place des ateliers de sensibilisation et d'apprentissage autour de l'agroécologie et du plaidoyer pour le droit des femmes.

Néanmoins, il reste une notion importante pour assurer le changement vers un avenir plus vert et plus féminin: le soutien à des activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement pour ces 300 femmes.

Pour répondre à ce défi, APIL, en partenariat avec Autre Terre, met en place un soutien à l'entrepreneuriat féminin. Il est axé sur la transformation des produits forestiers (karité, baobab, néré, miel, etc.) qui sera une vraie réponse à la problématique de la coupe du bois! ❧



BURKINA
FASO



Kaya



Les objectifs d'APIL et d'Autre Terre:

- ▶ Un entrepreneuriat local dynamique et rentable
- ▶ Une agriculture durable nourricière et rémunératrice

6
associations

de femmes
touchées



3 000
femmes
bénéficiaires

10
formations
prévues pour
l'émancipation
des femmes

2 800
personnes
membres
des ménages des
femmes profiteront
du projet


Soutenez-les
www.autreterre.org



AUTRE TERRE
EN
RÉSEAU

Les Brigades d'Action Paysannes (BAP)

Depuis maintenant deux ans, Autre Terre fait partie de ce réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire.



Des chantiers: donner un coup de pouce chez un-e producteur-trice!

Les brigadistes soutiennent des paysans et paysannes engagés dans l'agroécologie et le consommer local.

L'objectif est de co-crée en contribuant ponctuellement à des projets agricoles alternatifs. Les chantiers peuvent être très divers: installation d'une serre, écoconstruction, désherbage, coupe du foin, récolte, agencement de bacs potagers, rénovation d'un local de distribution en circuits courts, etc.

Des mobilisations: agir pour transformer le système alimentaire!

Les BAP ne veulent plus se laisser faire par le système agroalimentaire actuel et mènent des actions politiques: perturbation de l'assemblée générale d'une multinationale, soutien à un blocage organisé par des agriculteurs et agricultrices ou à une action de fauchage OGM, etc.

L'essentiel des mobilisations se fait en lien avec des organisations de la société civile et des collectifs autonomes (groupes d'actions directes et de désobéissance civile).

LES BAP en action ce 15 mars!

Les BAP se sont mobilisé-es contre le Forum pour le Futur de l'Agriculture, une grande messe du greenwashing et du lobbying, qui vante les fausses solutions de l'agrobusiness: carbon farming, engrais de synthèse, numérisation et robotisation de l'agriculture, etc. 🍷

🍷 AMANDINE LEJEUNE 🍷

Tu veux rejoindre les volontaires des BAP?

<https://brigadesactions paysannes.be>
& plus d'info sur l'action du 15 mars sur notre site internet, onglet Education



Échange d'expériences professionnelles

entre le groupe Terre et nos partenaires d'Afrique de l'Ouest

Début décembre 2021, Autre Terre a organisé une semaine de rencontre avec quatre membres de nos associations partenaires en gestion des déchets.



Aly, Daour, Lamine et Safiatou travaillent toutes et tous dans des associations ou coopératives actives dans la gestion des déchets. Ils sont venus en Belgique pour faire le lien entre leur travail et celui des travailleurs et travailleuses du groupe Terre.

Tout au long de la semaine, ces partenaires sont passés dans les centres de tri de vêtement et du carton et ont participé à la gestion participative du groupe. Toutes et tous ont ainsi eu l'occasion d'approfondir leurs échanges. Les partenaires sénégalais-es et burkinabè nous ont parlé plus particulièrement des impacts écologiques et sociaux de la surproduction sur les populations africaines. Ils et elles ont également parlé de leurs propres projets de gestion de déchets et eu des réponses à leurs questions par rapport à l'organisation du travail au niveau du groupe Terre.

De riches échanges ont également eu lieu avec les volontaires d'Autre Terre ; à propos, entre autres, de l'accès au travail des jeunes, des structures politiques en place, de nos vies familiales au Burkina et en Belgique, les techniques utilisées dans le processus de gestion des déchets.

Enfin, un webinar «La gestion participative dans la gestion des déchets» a été organisé. Lamine et Aly nous ont parlé des structures citoyennes qui ont été mises en place dans leurs villes pour encourager la participation de tous et toutes à la gestion des déchets et des effets bénéfiques qu'elles ont déjà eu sur la vie quotidienne des habitants de leur villes.

Ce projet a été riche en échanges interculturels et de savoirs. Il a permis de mieux ressentir les enjeux mondiaux liés à la surproduction de déchets. Il a également remis en lumière le travail essentiel, au Nord et au Sud, de toutes ces personnes travaillant dans la gestion des déchets. 🍴

🍴 AMANDINE LEJEUNE ET ALAN WATTERMAN 🍴

Pour aller plus loin ...

Écouter les 4 interviews et visionner notre visio-conférence, sur notre site internet dans l'onglet publication





La coopération belge renouvelle son soutien au programme SIA pour 5 ans de plus

SIA (SOS Faim, Iles de Paix et Autre Terre) est un programme quinquennal de coopération financé par l'État belge. Nous sommes heureux de vous annoncer son renouvellement jusque fin 2026. Cet accord est essentiel pour nos 18 associations partenaires qui en bénéficieront au Burkina Faso, Sénégal, Mali, Bénin, Pérou et Belgique.

Cependant, l'Aide Publique au Développement belge reste bien en deçà de ce à quoi notre gouvernement s'est engagé, soit atteindre 0,7% de notre RNB. Soyons vigilants à ce que la solidarité reste au cœur de nos politiques publiques.

Pour des emplois de qualité et un développement durable

Début février, le Front Stop Alibaba&Co a organisé une journée de mobilisation contre l'extension de Liege Aéroport. Autre Terre réitère son questionnement face à cette décision du gouvernement wallon en vue d'y installer un pôle logistique:

- Agrandir un aéroport n'a aucun sens environnementalement
- Miser sur la logistique pour créer 300 emplois de mauvaise qualité est un mauvais choix. À titre de comparaison, le groupe Terre emploie 450 travailleur-euses qui ont une réelle plus-value sociétale.

Que les gouvernements misent plutôt sur l'économie sociale et solidaire!

Pour en savoir plus: www.stopalibaba.com

Toutes et tous contre les pesticides!

Le 12 février, Autre Terre s'est rendue à une action contre l'exportation des pesticides interdits en Union européenne. Avec d'autres, nous avons marché jusqu'à l'usine Syngenta à Seneffe. Cette entreprise exporte des néonicotinoïdes dangereux pour les abeilles. Cette mobilisation appelait l'UE à interdire les exportations mais aussi à arrêter de négocier des accords de libre-échange qui nuisent à la santé et à l'environnement.





Agenda



Nourrir Liège 2022 du 5 au 15 mai

Ne ratez pas le rendez-vous désormais incontournable à Liège autour de l'alimentation durable! Autre Terre sera de nouveau de la partie avec plusieurs activités. Le programme sera varié: balade, débat, ateliers, marchés, etc.



Nourrir Liège a également essaimé depuis 2021. Vous pouvez maintenant participer à Nourrir Bruxelles, Arlon, Verviers etc. Les étudiant-es ne sont pas en reste avec Nourrir Campus!



Découvrez toutes ces nouveautés sur <https://nourrir-humanite.org/>



Attention changement de date!

Bloquez la date dans vos agendas: notre prochaine Brocante de la Solidarité aura lieu les vendredi 3 et samedi 4 juin 2022.

Les inscriptions débuteront le 2 mai dès 7h dans nos bureaux (45, 4e Avenue 4040 Herstal) et se poursuivront par mail et sur notre site web à partir 3 mai.

Nous nous réjouissons de vous y (re)voir nombreuses et nombreux!



Visitez le site web de la Brocante Terre: <https://www.brocanteterre.be/>



Autour du 17 avril: journée internationale des luttes paysannes

Chaque année, les associations paysannes et leurs soutiens se mobilisent pour la journée internationale des luttes paysannes. Autre Terre sera de nouveau de la partie pour soutenir l'agriculture paysanne.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux ou sur notre site internet pour être tenu-es au courant du programme

DEVENIR BÉNÉVOLE

L'implication de nombreux volontaires est indispensable pour réussir les divers événements organisés par Autre Terre.

+32 4 240 68 46

Autre Terre

ONG du groupe Terre

Autre Terre Magazine
est une publication destinée
à promouvoir l'économie
sociale et solidaire
à travers des initiatives ainsi que
des réflexions du Nord
et du Sud.

Abonnement
gratuit sur simple
demande

Autre Terre,
4^e avenue, 45
4040 Herstal – Belgique
T +32 (0)4 240 68 48
E info@autreterre.org

En février dernier, l'équipe d'Autre Terre s'est rendue à Ayacucho au Pérou afin de passer 4 jours avec la Coopérative Frutos Del Ande. Celle-ci soutient des centaines de petits producteur-trices dans la production agroécologique des grains andins et d'arbres fruitiers.

Retrouvez-nous sur



www.autreterre.org